



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Service Planification, Connaissance et Évaluation

Mission autorité environnementale

ARRÊTÉ N° R03-2017-10-16-007

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'aménagement « Bâtiment technique et Parc Solaire Saut Sonnelle » à Maripasoula, en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

**LE PRÉFET de la RÉGION GUYANE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU le décret n° 2010-146 du 26 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de demande d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté ministériel du 30 janvier 2013 nommant M. Denis Girou directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2017-08-31-002 du 31 août 2017 donnant délégation de signature à M. Denis Girou, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU la demande d'examen au cas par cas présentée par la SAS Maripasoula Energie Guyane, relative au projet d'aménagement d'un bâtiment technique et d'un parc solaire, au lieu-dit Saut-Sonnelle, sur la commune de Maripasoula, déclarée complète le 21 septembre 2017 ;

VU le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) qui classe la zone en « Espaces Naturels de Conservation Durable » ;

Considérant que le projet concerne, le déboisement de 5,32 ha, et tous les travaux nécessaires à la réalisation d'un bâtiment technique pour la centrale hydro-électrique de Saut-Sonnelle et d'un parc solaire d'accompagnement ;

Considérant que le projet se situe dans une zone à vocation de Développement Durable du Parc Amazonien de Guyane (PAG) ;

Considérant que l'assiette foncière sur laquelle repose le projet a déjà fait l'objet d'une Etude d'Impact et d'apport de compléments à celle-ci pour le projet global de « centrale hydroélectrique et son accès », prenant en compte les aspects fluviaux et terrestres de l'ensemble du périmètre et proposant des mesures pour éviter, réduire et compenser les nombreux impacts du projet hydroélectrique et ses périphériques ;

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

A R R Ê T E :

Article 1^{er} - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de Bâtiment technique et parc solaire de Saut-Sonnelle à Maripasoula est exempté de la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane et sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Guyane (DEAL Guyane).

Cayenne, le 16 octobre 2017

Pour le Préfet et par délégation

Signé

Denis GIROU

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – B 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux